

## Visé : conciliateurs aguerris requis !



*Ce samedi 23 janvier, Visé, située en bord de Meuse à la frontière avec les Pays-Bas, accueillait l'assemblée générale de l'Entité Provinciale Réunie Liège-Namur-Luxembourg. Une AG tenue dans un local colombophile aux aspects théâtraux, crainte suite aux tensions existantes dans différents secteurs. « Coulon Futé », invité, fut un spectateur attentif...*

Ce n'est pas un secret de polichinelle, des tensions ont émaillé le quotidien de la Wallonie colombophile au sortir des récentes élections statutaires de la RFCB. La mise en place d'un renouveau promis, tardant pour certains, les premiers changements apportés, la volonté de préserver des « avantages » à prouver chaque année dans la compétition, la détermination de déjouer un carcan sportif non porteur à l'avance de réussite... étaient des ingrédients d'un cocktail qui pouvait à la fois être détonant et orienter les débats.



**Atmosphère.** Conscientes de plausibles risques, les instances de l'EPR n'avaient autorisé la présence que d'un représentant par société (29 personnes constituaient l'assemblée en plus des mandataires). **Patrick Marsille**, le secrétaire national, exécuta



un contrôle - en plaisantant souvent (la cinglante défaite la veille du Standard de Liège fut maintes fois évoquée)- en allant à la rencontre des différents représentants présents. Deux sociétés, celles d'Amay et de Vedrin, étaient par contre représentées par deux membres de leurs comités respectifs, Il leur fut demandé de respecter le droit de parole unique accordé à chaque société. De son côté, à l'ouverture des débats, le Luxembourgeois **Patrick Cherain**, président en exercice de l'EPR fit un appel préliminaire. Il demanda, sur un ton posé, de recourir au respect et à la politesse durant la séance malgré des

divergences vécues à ce jour. Ce message fut entendu et surtout appliqué.

**Paradoxes.** Deux paradoxes devenaient envisageables au terme de l'AG. Le premier découle de la mutation d'une séance crainte au départ en une conversation de salon qui cependant n'excluait pas des échanges de « vérités » sans concession et des manifestations de gestes forts. Le second met en exergue, d'une part, l'incapacité lors de la séance statutaire de solutionner des divergences de secteurs développées par des redites argumentaires, et, d'autre part, le recours à des groupes de travail encadrés par un mandataire du secteur concerné. Des groupes chargés, en dehors de l'AG, de rechercher en aparté de plausibles consensus construits par une écoute souhaitée mutuelle.

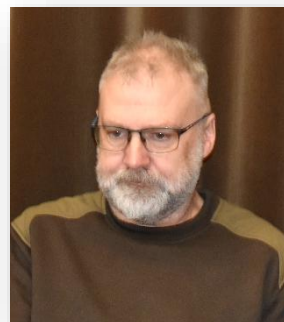
## Au fil du déroulement.



La montée sur les planches des mandataires de l'EPR (le Namurois **Marc Duchaine** était excusé), des élus en ligne directe par les provinces ou versés au sortir du scrutin national doit certains ne prirent pas la parole durant les longs débats ou se cantonnèrent à prendre des notes, frappaient les trois coups de la tenue de l'AG. **Patrick Cherain** accueillit l'assemblée, lui intima un code de guidance avant de demander à **Patrick Marsille** de délivrer le rapport administratif de la saison 2025. Celui-ci, contraint par la non-réception des données par quelques sociétés, livra trois d'entre elles qui, selon ses dires, seront explicitées dans le procès-verbal. Ainsi, 38 sociétés furent opérationnelles en 2025, ce qui représente un déficit de 4 par rapport à l'année précédente, 50.082 bagues furent vendues impliquant une diminution de 2.510 unités et 1355 licenciés recensés traduisant une diminution d'un peu plus 200 membres. Le secrétaire national tint à épingler, telle une lueur d'espoir, que le Luxembourg a vendu en 2025 plus de bagues qu'à l'accoutumée. Une tendance qui, de sa mémoire, ne s'est pas produite depuis des lustres dans les différents Secteurs. De la sorte, il envoyait le message subliminal que l'attente d'un avenir meilleur procure de la force et du courage. Il clôtura sa première intervention en signalant aux sociétés que leurs programmes doivent, suite aux récentes élections, être introduits sur le site Admin de la fédération entre le 1er et le 15 février.



**Liège.** Lors de toute AG de l'EPR LNL, il convient de garder en mémoire que la prise des décisions sportives relève des Secteurs (une ordonnance arrêtée lors de la création de l'EPR pour assurer à chaque province de garder son autonomie), Pour cette raison, **Patrick Cherain** se tourna en premier lieu vers le Liégeois **Marcel Vandersmissen** en supposant qu'il présenterait le canevas sportif 2026 du Secteur 1 (Liège). Ce dernier opina, souligna d'entrée de jeu des difficultés encourues et existantes pour l'heure qui l'incitèrent, à diverses reprises, de recourir à des explicites et sécurés « au 31 décembre ». Il évoqua les trois « classiques » groupements « L'Espoir », « La Paix » et « Indépendante ». La copie sportive proposée par les deux premiers fut actée, celle du troisième s'avéra par contre très loin





de rallier le consensus car une motion de défiance fut déposée envers les mandataires liégeois élus. Le texte remontera au Conseil d'Administration National chargé de l'étudier et de statuer par la suite.

**« L'Espoir ».** En 2026, « L'Espoir » se compose de trois sociétés, celles de Dolhain, d'Herve et de Plombières. Celles-ci disposent d'un lâcher non concurrencé sur Chimay. Ce mode de lâcher est aussi valable sur Dizy et des Trélou-sur-Marne lorsqu'il est notifié à l'itinéraire. La demande de l'étape de Gedinne reste en attente de réponses positives émanant de ladite commune et de la Région Wallonne.

**« La Paix ».** En 2026, « La Paix » réunit huit sociétés, cinq liégeoises et trois namuroises. En l'occurrence, celles de, par ordre alphabétique, Amay, Fexhe-le-Haut-Clocher, Forville, Haneffe, Lens-Saint-Rémy, Remicourt, Vedrin et Waremme. Ces huit sociétés effectuent un lâcher unique sur Dizy et trois Trélou-sur-Marne. Sur Chimay, deux heures d'ouverture des paniers sont recensées. D'une part, celle réservée à Amay-Haneffe-Fexhe-le-Haut-Clocher-Remicourt-Waremme, les cinq sociétés liégeoises. D'autre part, celle accordée à Forville-Lens-Saint-Rémy-Vedrin, les trois sociétés namuroises.

**« L'Indépendante ».** « La bouteille à encre 2026 ! » est une métaphore qui convient pour qualifier la situation des plus complexes qui secoue l'« Indépendante », objet d'une implosion. Deux parties, disproportionnées en sociétés, ne sont plus sur la même longueur. On répertorie, d'une part, le duo Visé-Vottem et, d'autre part, le GIL en d'autres termes le quatuor Chênée-Lixhe-Louveigné-Queue-du-Bois. Ces deux parties se parlèrent durant le débat en faisant preuve de respect et de politesse comme il fut demandé. La distanciation déboucha néanmoins sur le geste fort de **Fernand Desscampheleire** qui déposa une motion de défiance engageant le GIL à l'encontre des mandataires liégeois en exercice.



En voix off, « Coulon Futé » apprit, aux dires du dépositaire précité, que l'origine de cette démarche résulte dans le fait que les sociétés du GIL ont respecté et appliqué dans les temps les consignes, données par le national, relatives à la tenue obligatoire d'assemblées générales de sociétés. Que des décisions, toujours selon le dépositaire, y furent prises à l'unanimité concernant entre autres le changement de mode de convoyage et par injonction la programmation d'étapes suivies par le convoyeur choisi. Mais que ces décisions furent « annulées » par les mandataires liégeois. Ce qui incita, toujours selon les dires du dépositaire, les quatre sociétés devenues « dissidentes » à constituer une asbl et des statuts) publiés au Moniteur Belge.

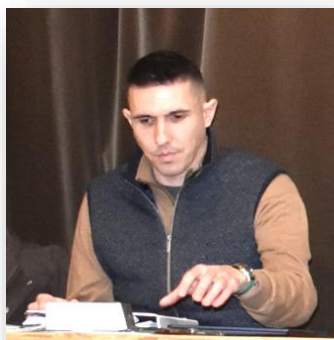
**Luxembourg.** Le débat liégeois trainant en longueur en ne laissant apparaître aucune ébauche de solution, **Patrick Cherain** décida de passer au point suivant de l'ordre du jour à savoir la copie luxembourgeoise qui généralement ne soulève pas de controverse. Il invita son pair luxembourgeois **Boris Burniat** à présenter le volet sportif 2026 de la province de l'extrême sud de l'EPR volant les courts points. **Boris Burniat** déclina en invitant, à son tour, **Patrick Cherain** à le faire.



Rappelant les disparitions des sociétés de Butgenbach (société liégeoise admise dans le Luxembourg ailé) et de Libramont (localité luxembourgeoise), le président de l'EPR énuméra les acteurs du Luxembourg ailé que sont les sociétés d'Arlon, Bouillon, Habaye-la-Neuve, Manhay et Virton. Sans oublier de citer Marche-en-Famenne qui préféra en 2025 - et reconduit ce choix en 2026 - le Namurois en impliquant un transfert d'un contingent de pigeons égal à la diminution enregistrée par rapport à 2024 par le Luxembourg. Parmi les cinq sociétés luxembourgeoises « évoluant à domicile », trois sont implantées au sud, une au centre et une au nord de la province. De nouveau, la société liégeoise d'Aywaille continue en 2026 à évoluer sportivement dans le Luxembourg avec, lors de la proche saison, la particularité de ne plus évoluer sur base d'un listing de participants mais bien en fonction d'un rayon. Par ailleurs, les accords 2025 sur l'organisation matérielle qu'imposent le convoyage et le ramassage des pigeons engagés dans une compétition sont reconduits. Le programme-concours reste quasi le même, l'enlogement toujours le samedi pour la vitesse et le demi-fond à des fins de pouvoir garantir des soins sur les lieux des lâchers effectués le dimanche. En résumé, aucun changement significatif n'est à enregistrer dans cette province.

**Namur.** **Patrick Cherain** tourna ensuite son regard vers les mandataires namurois présents. Il céda la parole à **Nicolas Charles** pour présenter les axes de la « politique » 2026 arrêtée dans la province de Namur. Ce dernier donna lecture du libellé la concernant repris à l'ordre du jour définitif distribué.

Un libellé émaillé de connotations liégeoises.



La province de Namur se subdivise en deux parties distinctes : *Namur Nord* et *Namur Sud*. Toutefois, il ne faut pas omettre d'évoquer le statut particulier de *Biesmerée* qui partageait en 2025 son lâcher namurois solitaire avec la société hennuyère de Froidchapelle. Perdant en 2026 ce statut, Biesmerée fut contrainte à se positionner pour le Nord ou le Sud de la province.

**Namur Nord.** L'« Entente des Quatre » et « Namur Hesbaye » recouvrent le territoire de Namur Nord. La première entente, reconnue une entente de « vitessiers », composée par les sociétés de Falisolle, Leuze, Meux et Sombreffe, suit l'itinéraire de Liège en disposant toutefois d'un lâcher protégé jusque Trélou-sur-Marne compris. Des étapes reprises au programme de Namur Sud

complètent ensuite leur itinéraire arrêté. *La seconde*, composée des sociétés de Forville, Lens-Saint-Rémy et Vedrin, dispose, comme évoqué dans le volet liégeois, d'un lâcher protégé sur Chimay, intègre ensuite à partir de Dizy le lâcher de « *La Paix* » liégeoise.

**Namur Sud.** L'« *Entente des Fagnes* », et l'« *Association du Condroz* » couvrent la partie sud de la province de Namur. *La première citée*, reprenant les sociétés namuroises de Couvin, Hastière et Presgaux, optent pour l'itinéraire Namur Sud et un lâcher commun en vitesse allant de Rethel à Sourdun. *La seconde*, composée des quatre sociétés namuroises de Beauraing, Dinant, Gesves et Havelange et de la luxembourgeoise de Marche-en-Famenne, monopolisa beaucoup de temps de parole reprenant les mêmes argumentaires. Le motif de divergence, sans solution au terme de l'AG, fut la demande d'Havelange de mettre sur pied un lâcher commun. **Eddy Martinot** plaida la reconduction du canevas sportif 2025 (deux lâchers : Beauraing et Marche-en-Famenne d'une part et Dinant, Gesves et Havelange d'autre part sur les étapes de Rethel, Reims et Trélou-sur-Marne ; un lâcher commun à partir de Sourdun) reprenant toutefois un concours supplémentaire. Appuyé par **Léandre Leveque**, il mit en exergue, outre le bilan sportif général témoignant de concrètes progressions encourageantes, le haut pourcentage de prix réalisé



par Havelange disposant des longs points, un pourcentage non contesté par les quatre autres sociétés qui peuvent constituer une entente et souhaitent à l'unanimité ne pas recourir à ce cas de figure. La décision finale tombera du groupe de travail mis sur pied pour permettre entre autres le lever de la séance qui perdurait (la fatigue se faisant sentir). Par ailleurs l'« *Entente des Fagnes* », l'« *Association Condroz* » et *Biesmerée* se rassemblent à Sens. Concrètement concernant « *l'électron libre 2025 Biesmerée* », il doit arrêter son choix sportif 2026, non connu au terme de l'AG. Soit qu'il rejoigne le lâcher de Namur Sud par l'intermédiaire de l'« *Entente des Fagne* » sans participer au général. Soit qu'il rejoigne le lâcher de Namur Nord en participant au général.

**Epilogue.** Guère d'informations données sur le petit demi-fond. Aucune sur le grand demi-fond si ce n'est l'opposition d'un participant à l'admission du Limbourg dans un interprovincial. *In fine*, la définition de la zone de jeu d'une entente par **Patrick Marsille** fut l'ultime fait saillant. Le secrétaire national rappela que la zone de jeu d'une entente est le résultat de la fusion des zones de participation des sociétés la composant, ce qui met un terme aux frontières provinciales.

Au lever définitif de la séance, les groupes de travail liégeois et namurois furent invités à se constituer.

## **Bruits de coulisses.**

De source sérieuse et autorisée, il est permis d'annoncer :

- ✓ Biesmerée opte pour le lâcher Namur-Sud
- ✓ Au terme de la réflexion du groupe de travail namurois réuni à la sortie de l'AG de l'EPR LNL, le comité de cette dernière, se ralliant au choix de la majorité, a finalement accordé à l'« *Association du Condroz* » de jouer et lâcher dans les mêmes conditions que celles de la saison 2025.

- ✓ Le problème de convoyage rencontré par Namur-Nord, suivant une ligne de vol mitigée (reprises de Trélou-sur-Marne du programme liégeois), est "solutionné". Trois Soissons, des étapes de la ligne de l'Est, lui sont accordés en intégrant le convoyage du Brabant wallon.
- ✓ Le comité directeur de la société de Couvin a présenté sa démission suite aux analyses divergentes dans sa société au sortir de l'AG de l'EPR. Cette démission deviendra irrévocable en cas de reconduction de ces analyses lors de l'AG de la société convoquée pour la circonstance.
- ✓ Le groupe de travail liégeois, chargé de tenter de solutionner le problème posé par le groupement l'« *Indépendante* », est toujours confronté à un feu rouge.